

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
Cedex 9  
97743 Saint-denis

Saint-denis, le 28/11/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### SRPP Depot d'hydrocarbures

ZI N 1  
BP 2015  
97420 Le Port Marine

Références : SPREI/USRA/CL/71-0079/2024-1870  
Code AIOT : 0007100079

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement SRPP Depot d'hydrocarbures implanté Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SRPP Depot d'hydrocarbures
- Zone Industrielle N°1 CS 71169 97829 Le Port
- Code AIOT : 0007100079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La SRPP est une installation du groupe Rubis qui assure des prestations d'importation et de distribution de carburants et de gaz. Le carburant est stocké dans 4 zones pour un volume global de 250 500 m<sup>3</sup> ; les derniers réservoirs ont été réalisés en 2008. L'installation est classée Seveso Seuil Haut. La SRPP compte 92 employés dont 7 opérateurs pompier pour l'installation.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection, réalisée dans le cadre de l'action nationale sur les opérations de shunt et by-pass des barrières de sécurité et MMR, a permis de confirmer que la gestion des MMR et les interventions qui nécessitaient leur inhibition font l'objet de procédures, connues par les personnes rencontrées. Les systèmes de revue / réunion régulière et la traçabilité des shunt / by-pass sont opérationnels dans le cas d'intervention de travaux ou maintenance.

Il est donc étonnant que des shunt de détecteurs gaz, réalisés uniquement pour ne pas nuire à la production, soient réalisés en dehors de tout système de contrôle et des procédures prévues, et cela de manière systématique et routinière. Au-delà de l'aspect procédural, le fait d'inhiber des barrières de sécurité car inadaptées à la production est un cas d'école qui aurait dû être traité immédiatement par l'exploitant. L'inspection attend de la part de ce dernier une action rapide sur les manquements identifiés et une action prospective pour détecter d'éventuels autres cas.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Organisation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a confirmé à l'inspection le fonctionnement suivant pour les travaux réalisés : les "demande d'intervention" sont faites via la GMAO, transmises au chargé de dépôt qui va rediriger vers la personne ad-hoc. Une autorisation de travail sera alors créée et elle comportera les étapes sensibles comme, justement, la nécessité de shunt ou by-pass de MMR, les consignations, etc. Chaque partie intervenante remplit ses fiches de consignation. Il y a une réunion de travaux quotidienne à 14h (tous travaux : maintenance corrective, préventive, etc.) à laquelle assistent tous les services. C'est lors de ces réunions que les conditions de shunt/by-pass de barrières ou MMR sont abordées et partagées.</p> <p>Le shunt des MMRI ne peut être réalisé que par la maintenance ou les opérateurs prévention pompiers. Ces shunts s'effectuent depuis les tableaux électriques, répartis dans deux locaux, chacun disposant d'un cahier traçant le shunt. Sur le disjoncteur shunté une étiquette visible est apposée afin de signaler le shunt en cours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Présence d'une procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des</p>

installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a rédigé la procédure HSE 702 "Gestion d'une indisponibilité d'un équipement de sécurité et/ou sûreté du dépôt " qui est intégrée au système qualité et donc au SGS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Revue de la procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  La dernière modification de la procédure HSE 702 remonte à 2020 et avant cela à 2015. La procédure HSE 809 "gestion des MMR et MMRI" a été revue en 2023.  L'exploitant tient donc une mise à jour de ses procédures dans le cadre de son système de management de la sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.  L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure HSE 702 "Gestion d'une indisponibilité d'un équipement de sécurité et/ou sûreté du dépôt" précise certains points comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la traçabilité de l'indisponibilité d'une barrière ou MMR,</li> <li>• la nécessité de partager largement cette information et désigne le responsable d'exploitation comme responsable de la rédaction de la fiche d'indisponibilité et de sa bonne diffusion,</li> <li>• une revue hebdomadaire des équipements indisponibles,</li> <li>• la limitation à 60h de l'indisponibilité des MMRI,</li> <li>• la fiche d'indisponibilité prévoit notamment l'inscription de mesures compensatoires.</li> </ul> <p>Cette procédure reste très générale, et l'inspection a surtout noté, comme explicité dans un constat précédent, que les intervenants avaient bien connaissance de la particularité des barrières de sécurité / MMR et que celles-ci faisaient l'objet d'un suivi en cas de shunt ou by-pass.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Mise en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>De manière générale, l'exploitant a attribué à des opérateurs prévention-pompiers (OPP) la gestion et le suivi des éventuelles mesures compensatoires extérieures (détecteur de gaz, moyens d'extinction supplémentaires, etc.).</p> <p>L'inspecteur a relevé, en analysant l'historique des shunts et by-pass, que les détecteurs de gaz DG7 et DG9 sont shuntés lors de déchargement bateau alors que leur fonction n'a pas de lien avec cette opération. En effet ces capteurs sont présents au niveau du centre de remplissage des</p>

bouteilles de gaz pour détecter toute fuite de gaz dans cette unité ; or le déclenchement de ces détecteurs conduit à un arrêt complet et automatique des installations et, en cas de déchargement bateau, à l'arrêt brutal du transfert en cours, qui pourtant est indépendant des opérations réalisées au centre de remplissage. L'exploitant a confirmé que ces détecteurs, sensibles, déclenchent régulièrement car le process d'embouteillage inclut de micro-fuites de gaz et c'est pourquoi, afin d'éviter tout risque sur l'opération de déchargement, pourtant distincte, ces détecteurs sont shuntés à chaque fois. Ces shunts sont effectués soit par la maintenance, soit par les opérateurs de prévention pompiers. Cependant la décision de shunter ces MMR ne suit en aucun cas la procédure HSE702, cette pratique étant devenue une routine d'exploitation. Face à l'étonnement de l'inspecteur, l'exploitant a défendu la présence d'arrêts d'urgence que les opérateurs pouvaient activer en cas de besoin.

L'inspection pointe dans ce constat les éléments suivants :

- shunter des barrières de sécurité parce qu'elles gênent la production, qui plus est sur des opérations indépendantes, sans en étudier les causes et y remédier révèle un manque de culture du risque ;
- compter sur les opérateurs en "mesure compensatoire" suppose de les en avertir, ce qui n'était pas le cas ; il est même possible que les opérateurs en cas de fuite de gaz se reposent plutôt sur la détection et l'action automatique d'arrêt ;
- si l'exploitant décide de s'appuyer sur les opérateurs pour la détection de gaz et l'arrêt des installations, il convient de revoir à la hausse les probabilités des phénomènes dangereux liés et par là-même de l'acceptabilité du risque de l'établissement au regard de son environnement.

L'inspection a noté, dans l'autre local électrique, le shunt systématique du détecteur de gaz DV40 lors d'épisodes pluvieux. L'exploitant a confirmé que ce détecteur, situé dans une fosse, se déclenchait en cas de pluie du fait de la montée des eaux depuis une autre fosse et d'un dégagement de vapeurs. Là encore, l'exploitant a préféré la solution de shunt systématique de la barrière de sécurité au lieu de revoir l'installation.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les écarts constatés démontrent d'une part que l'organisation de l'exploitant dans ses procédures de shunt ou by-pass de barrière de sécurité est perfectible et doit en conséquence revoir celle-ci. Il transmet à l'inspection des installations classées la nouvelle procédure.

D'autre part il revoit, dans un délai de 1 mois, les conditions d'implantation des détecteurs ou barrières régulièrement shuntés (emplacement, sensibilité, redondance, vote 1oo2 ou plus, etc.) pour qu'ils ne constituent plus une gêne dans le process opérationnel et qu'il y soient parfaitement intégrés. L'exploitant informe l'inspection des installations classées des suites retenues et des barrières de sécurité ainsi reprises.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

#### **Constats :**

L'inspection a examiné les cahiers qui constituent l'enregistrement des actions de shunt / by-pass dans les 2 locaux électriques : ces cahiers sont convenablement renseignés (date, raison du shunt, MMR/barrière shuntée).

Comme explicité dans les précédents constats, les opérateurs prévention pompiers (OPP) sont prévenus dès lors qu'une demande d'intervention est lancée et les procédures encadrant ces opérations sont définies et font l'objet d'un suivi par l'exploitant.

Par ailleurs, il appartient à l'OPP de s'assurer de la remise en service de la MMR.



Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

Prescription contrôlée :

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

Constats :

L'exploitant n'a pas spécifiquement défini dans ses procédures les personnes en charge des shunts/by-pass mais a prévu d'autres fonctions relevant de 3 niveaux pour les MMR instrumentées uniquement (référant MMRI, technicien exécutant, chargé de contrôle). L'absence de définition/habilitation pour les shunts explique sans doute pourquoi le responsable des opérateurs prévention pompier (OPP) pensait qu'eux seuls intervenaient pour ce type d'opération alors que la maintenance exerce également ce rôle.

La procédure HSE 809 prévoit pour les 3 niveaux d'habilitation MMRI précités une connaissance spécifique de procédures diverses ainsi que des formations techniques (par exemple pour le niveau 3 la formation à la procédure de calibrage des détecteurs). L'inspection n'a cependant pas contrôlé l'application de ces critères pour les personnes habilitées.

L'inspection note que les MMR (comme la pomperie incendie) ne rentrent pas dans ce système de niveaux et d'habilitations et que la gestion et la surveillance des MMR, définie dans la procédure B-PAQ-018 "gestion des MMR et MMRI", semble relever uniquement de la maintenance sans que cela n'apparaisse clairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rôles de chacun dans l'inhibition des MMR / barrières de sécurité doivent être clairement définis ou rappelés pour éviter toute ambiguïté, notamment au moment de la remise en service de la MMR.

L'exploitant confirmera par ailleurs comment sont définies les habilitations / formations des personnes intervenant sur les MMR non instrumentées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois